

Initiatives ministérielles

Britannique, nous devons nous serrer la ceinture à cause des maladroites de ce gouvernement.

On cultive aussi les bleuets dans ma circonscription. Nous produisons plus de bleuets et de canneberges, plus de fruits tendres et de baies que partout ailleurs en Amérique du Nord. Pourtant, en raison des caprices de la nature, nous avons une piètre récolte cette année. Les agriculteurs touchés ne sont pas convaincus que le gouvernement a raison lorsqu'il affirme que nous devons assumer une part supplémentaire des maux du pays en acceptant le plafonnement des versements du Régime d'assistance publique du Canada. Il y a des jeunes dans ma circonscription, pas des jeunes de 15 ou 16 ans, mais des jeunes de 25, 26 ans, qui n'ont pas encore trouvé d'emploi à plein temps à un salaire décent, et qui sont donc incapables de quitter la maison.

Monsieur le Président, il y a dans ma circonscription des mères seules qui vivent en dessous du seuil de la pauvreté et à qui on dit d'assumer une part encore plus grande du fardeau parce que ce gouvernement réduit le financement de ses programmes sociaux.

Toutes ces personnes ont beaucoup de difficulté à croire qu'elles n'assument pas leur juste part, tandis que la moitié des sociétés canadiennes ne paient pas un sou d'impôt.

Comme si le projet de loi C-32 n'était pas suffisant, comme si le Canadien moyen n'était pas assez mis à contribution comme ça, le gouvernement nous a aussi imposé le projet de loi C-21. Vous vous souvenez sans doute que c'était le projet de loi sur l'assurance-chômage, qui rendait l'admissibilité plus difficile, écourtait la durée des prestations, et qui complique énormément la vie de certains travailleurs de certaines industries, au moment de se prévaloir de leur droit à l'assurance-chômage.

Le gouvernement a partiellement désindexé les prestations familiales. Cela signifie que les familles qui ont besoin d'argent en auront chaque année un peu moins. Le gouvernement récupère les allocations familiales et les pensions par le biais du fisc et les a partiellement désindexées, ce qui signifie que le seuil d'exclusion pour ces prestations est chaque année plus bas.

Les compressions budgétaires supplémentaires apportées à l'aide sociale, à la santé et à l'enseignement postsecondaire dans les projets de loi C-69 et C-20 menacent l'avenir de l'assurance-maladie et l'accès à l'enseignement. Pourtant, rien n'indique encore que l'on va tenir cette promesse faite déjà deux fois pendant les campa-

gnes électorales: le programme national de garderies dont on a si grand besoin.

Le gouvernement n'est pas assez intègre pour accorder aux fonctionnaires l'équité salariale que même la Commission des droits de la personne estime qu'ils méritent. Le gouvernement n'en tient aucun compte. Il n'est pas assez intègre non plus pour négocier de bonne foi à la table des négociations.

Les députés d'en face prennent la parole pour nous dire d'un air très moralisateur que nous devons tous nous serrer la ceinture et que nous devons tous payer.

Pour conclure, j'aimerais dire que j'aurais beaucoup plus de respect pour le gouvernement et pour son programme si, en fait, celui-ci s'adressait à tous les Canadiens et n'excluait pas ses amis chefs d'entreprise.

[Français]

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, je suis très heureux que la secrétaire parlementaire soit maintenant de retour à la Chambre. J'espère qu'elle pourra rester afin d'écouter quelques observations que j'aimerais faire sur ses commentaires.

[Traduction]

Je suis très heureux d'avoir eu la chance d'entendre son point de vue, parce qu'en ce moment, chez nous à Toronto et dans North York également, les sondages d'opinion situent la popularité des Conservateurs à environ 8 p. 100.

Si jamais vous vous demandiez—peut-être les membres du parti au pouvoir se le demandent-ils—pourquoi le gouvernement a si peu la cote, il suffisait de voir la secrétaire parlementaire expliquer à sa façon pourquoi cette mesure inacceptable, le projet de loi C-32, était présenté pour comprendre que le peuple canadien n'est pas idiot et qu'il a bien suivi les activités du gouvernement depuis 1981. Il ne fait aucun doute, dans l'agglomération torontoise, que les Canadiens en ont ras le bol du gouvernement actuel.

Elle s'est levée pour dire que le déficit était un gros problème et que nous devons tous mettre l'épaule à la roue pour le réduire. Le plafond est donc maintenu sur le Régime d'assistance publique du Canada pour que notre province, l'Ontario, ne touche pas la part que le gouvernement fédéral avait accepté de lui accorder au début du programme, à l'époque où les pouvoirs publics canadiens ont adopté les nombreux et précieux programmes de soutien qui forment la base du système de sécurité sociale qui protège contre la pauvreté dans notre pays.